

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SERVICES DE DERATISATION ET DEMOUSTIFICATION
COMMUNE DE VALENCE D'AGEN – 82

Dératisation et démoustification des bâtiments et équipements municipaux de la commune de Valence d'Agen

PROCEDURE ADAPTÉE (MAPA)

En application des dispositions des articles L.2123-1 et R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres :

Vendredi 02 avril 2021 à 17h30

I. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet les prestations de désinfection et de démoustification dans différents locaux appartenant et étant gérés par les services de la commune de Valence d'Agen.

1.1. Etendue de la consultation

La présente consultation est une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R2123-1 et R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre avec maximum, en application des articles L2125-1 et R2162-1 à R.2162-6, R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Il donnera lieu à une ou plusieurs prestations forfaitaires contractuels et également à l'émission de bons de commandes. L2125-1 pour les besoins occasionnels.

1.2. Composition et durée du marché

Le marché n'est pas alloti.

Il est conclu pour 1 an, à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2021.

Il est renouvelable tacitement 3 fois, du 01 janvier au 31 décembre de l'année.

Il ne pourra excéder la date du 31 décembre 2024.

Il peut, toutefois, ne pas être renouvelé par l'un des deux contractuels.

Dans ce cas, une lettre recommandée avec accusé de réception devra en informer l'autre cocontractant, au moins 2 mois avant le 31 décembre de l'année en cours.

1.3. Délai minimum de validité des offres

Le délai minimum de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

1.4. Forme juridique de l'attributaire du marché

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique.

En cas de groupement, la forme imposée après l'attribution de l'accord-cadre sera celle du groupement solidaire.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des opérateurs groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires (pouvoirs) pour représenter les entreprises membres du groupement au stade de la passation de l'accord-cadre (cette habilitation doit être donnée expressément par chaque membre du groupement).

1.5. Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

La ville de Valence d'Agen se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation sans qu'aucune réclamation ne puisse être élevée à ce sujet. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats ne peuvent pas apporter des compléments au dossier de la consultation.

1.6. Renseignements complémentaires au DCE

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation, sous peine de rejet.

1.7. PSE / Variantes/ option

Variante acceptée.

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue dans le cadre du présent accord-cadre, ni option.

1.8 Prestation similaire

Conformément à [Article R2122-7](#), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.9 Particularités

Une visite des sites et équipements concernés est obligatoire. Un certificat de visite sera donné à chaque soumissionnaire en fin de visite. Le certificat est à intégrer au dossier de candidature.

Contact avant toute visite : Monsieur Bernard HEBRARD – 06 19 81 27 22

II. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

2.1. Contenu du dossier de consultation

Le DCE est composé comme suit :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- **L'annexe 1 et le plan pour le lot 1**
- **L'annexe**
- La décomposition globale et forfaitaire (DPGF)
- le BPU relatif aux prestations occasionnelles
- Le certificat de visite
- Le présent règlement de consultation.

Rappel pièces générales : (à ne pas joindre au présent contrat car applicable de droit selon la législation en vigueur).

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

2.2. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation sera remis au choix du candidat :

Le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement le dossier de consultation sur le site de la commune à l'adresse suivante www.valencedagen.fr

Il peut être également demandé et envoyé par voie postale sur demande écrite à l'adresse :
Mairie – de Valence d’Agen- service administration générale – 25 rue de la République –
82400 Valence d’Agen

Ou par mail marchespublics@valencedagen.fr

Contact administratif : – Sonia Lespes au 05 63 29 66 69

Contacts renseignements techniques : Monsieur Bernard HEBRARD au 06 19 81 27 22

2.3. Langue employée

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l’appui de la candidature ou de l’offre doivent être rédigés en français.

Tous les courriers adressés à l’administration doivent également être rédigés en langue française.

2.4. Composition du dossier remis par les candidats

Les candidats auront à produire un **dossier complet** comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux,

En cas de groupement, le mandataire, chaque co-traitant, sous-traitant et opérateur économique devra fournir l’ensemble des pièces listées ci-dessous.

Les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143- 3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité
UN RIB
La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Oui
Le cahier des clauses particulières (CCP) et les annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	OUI
Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les besoins occasionnels	OUI
<ul style="list-style-type: none">- <u>Un mémoire justificatif des dispositions techniques et humaines</u> que se propose d'adopter le candidat pour l'exécution des prestations et qualité des produits utilisés, ainsi que les délais d'interventions d'urgences. Le document comprendra toutes justifications et observations du candidat en particulier sur :<ul style="list-style-type: none">• Qualité de la méthode et des moyens (méthode proposée, délais d'urgence et périodes d'interventions, moyens humains, coordination et suivi, mobilisation et présence sur le terrain, numéros de téléphone permanents).• Qualité des produits proposés et fiches techniques précises mentionnant le respect strict de l'environnement et de la réglementation en vigueur.	OUI
Le certificat de Visite	Oui

Tous les certificats, attestations ou déclarations doivent être rédigés en langue française. Les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Pour les produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangère, le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence. Les certificats originaux établis éventuellement dans une autre langue que le français devront être accompagnés de leur traduction.

L'ensemble des pièces relatives à l'offre sont obligatoires. Leur absence entraînera nécessairement le rejet de l'offre du candidat, jugée irrégulière au sens de la réglementation relative aux marchés publics.

Les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises (notamment lettre de candidature dûment remplie et présentée dans l'enveloppe candidature).

III.DOSSIER DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Il aura lieu dans les conditions prévues à la réglementation relative aux marchés publics

3.1. Recevabilité des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le représentant du pouvoir adjudicateur élimine les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes au regard des références professionnelles.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du présent marché.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants :

1. Le prix forfaitaire de la prestation pondération 60%
2. Caractéristiques techniques pondération 40 %.

1 – Prix des prestations : 60 points

Le prix sera apprécié et noté sur la base du prix mentionné à l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le critère prix sera jugé selon la formule suivante : $60 \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix du candidat})$

2- Caractéristiques techniques : 40 points

- Qualité de la note méthodologique (méthode proposée, délais d'urgence et périodes d'interventions, moyens humains, coordination et suivi, mobilisation et présence sur le terrain, numéros de téléphone permanents). 20 points
- Qualité des produits proposés (fiches techniques précises, lien avec le respect de l'environnement.) 20 points

Formule appliquée : $40 \times (\text{note du candidat} / \text{note la plus basse})$

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, celui-ci sera invité à rectifier ce détail ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Offres anormalement basses :

Conformément à la réglementation des marchés publics, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse au pouvoir adjudicateur, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts des marchés subséquents.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, le pouvoir adjudicateur pourra le rejeter.

Suite à donner à la consultation - Négociations :

Après examen des offres, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats de son choix par phases successives.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Il n'est pas possible de négocier l'abandon des garanties de bonne exécution du contrat (pénalités de retard, indemnités de résiliation), en revanche, la nature et l'étendue de ces pénalités peuvent être négociées.

La négociation peut porter sur tout autre élément du contrat : prix, quantité lorsqu'elle n'est pas définie dans l'objet du contrat, délais, techniques d'exécution des prestations.

En tout état de cause, la négociation ne devra pas modifier substantiellement l'offre initiale.

Le pouvoir adjudicateur se réserve formellement le droit de ne pas donner suite aux **offres incomplètes, et à la consultation de manière générale.**

IV. MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les opérateurs économiques se conformeront strictement aux indications ci-après afin de faciliter le dépouillement des offres et sous peine de rejet de la candidature.

Les plis devront comprendre la totalité des pièces constituant la candidature et l'offre conformément à l'article 2 du présent règlement.

Les candidatures et les offres devront être adressées au choix du candidat :

- 4.1. Sous pli cacheté dans une seule enveloppe et qui portera les mentions suivantes, à l'adresse indiquée ci-dessous

**SERVICES DE DERATISATION ET DEMOUSTIFICATION
COMMUNE DE VALENCE D'AGEN – 82**

NE PAS OUVRIR

**Mairie de Valence d'Agen
Service de l'Administration Générale
25, rue de la République
82400 VALENCE D'AGEN**

Nom de l'entreprise

Et comportera les documents suivants :

- Les pièces relatives à la candidature
- L'acte d'engagement complété, daté et signé par le candidat
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire datée et signée par le candidat
- Le BPU besoins occasionnels
- Le certificat de visite
- La note technique du candidat

Les plis devront être déposés au Service de l'Administration Générale contre reçu ou par pli recommandé avec avis de réception postal au plus tard :

**Le vendredi 02 avril 2021
avant 17 heures 30 délai de rigueur**

La mairie est ouverte au public le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, sauf mention contraire affichée à l'entrée.

Si les plis sont envoyés par la poste, ils devront l'être en recommandé avec avis de réception postal et parvenir avant ces mêmes dates et heures limites.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception postal serait délivré, après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus.

V. PIÈCES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

En cas d'attribution du marché, le titulaire devra fournir **sous un délai de 10 jours**, à compter de la date de réception du courrier lui indiquant que son offre est retenue :

5.1. Au titre des pièces mentionnées à l'article R.324-4 du Code du Travail

Le candidat attributaire devra remettre les pièces suivantes :

1°) dans tous les cas :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois.
- b) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou b) du 2) du présent article.

2°) lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis)
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, ou à une liste ou tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

3°) lorsque le candidat emploie des salariés, une attestation sur l'honneur selon laquelle le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2.

Cette attestation sera établie par le contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

5.2. Au titre des pièces mentionnées à l'article R.324-7 du Code du Travail (candidat établi à l'étranger)

1°) dans tous les cas, les documents suivants :

- a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286ter du Code Général des Impôts ; si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- b) Un document attestant la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CEE) n°1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six (6) mois.

2°) lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,
- c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

3°) lorsque le cocontractant le candidat emploie des salariés, pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.143-2, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés par le présent article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

VI. UNITE MONETAIRE DU MARCHE

Le candidat est informé que la ville de Valence d'Agen souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Le candidat, s'il présente une offre libellée dans une autre unité que celle souhaitée par la ville de Valence d'Agen, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par la ville peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point finale du marché.

VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront adresser leurs questions à :

Renseignements administratifs : Madame Sonia LESPES
: 05.63.29.66.69

Renseignements d'ordre technique : Monsieur Bernard HEBRARD
06 19 81 27 22



LISTE et ADRESSES DES BÂTIMENTS ET SECTEURS CONCERNES

DERATISATION : 4 fois /an

- ✓ Hôtel de ville- 25, rue de la République
- ✓ Centre technique municipal situé cours du 08 mai 1945
- ✓ Bureau des serres municipales – cours de Verdun
- ✓ Médiathèque – rue de Cluzel
- ✓ Maison du port canal – 55, allées des fontaines
- ✓ La maison des anciens abattoirs – Port canal
- ✓ Cinéma – rue des limousins
- ✓ Espace Léo Gipoulou – avenue de Bordeaux : locaux associatifs /Inspection académique / école de danse
- ✓ Ecole Pierre Perret – rue Pierre Perret
- ✓ Ecole Gérard Lalanne - 12 av Mar Leclerc Hautecloque
- ✓ Ecole Jules Ferry – entrée avenue Georges d'Espèrès

Démoustification : 2 fois par an minimum

Secteurs :

- Camping et Clam (Club loisirs animation moto) – route des charretiers – 82400 Valence d'Agen
- Secteur ancien Abattoir- Port canal des 2 mers

Une visite sur site est obligatoire pour évaluer les moyens nécessaires (matériels, accès, etc..). Un certificat sera donné par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Camping municipal

Traitement des haies sur 300 mètres des berges et du ruisseau sur 150 mètres au fond du camping avec un produit insecticide contre les larves et les moustiques.

Traitement dans le camping et autour des chalets avec un produit insecticide contre les larves et les moustiques.

Clam.

Traitement des haies sur 200 mètres des berges et du ruisseau sur 200 mètres avec un produit contre les larves et les moustiques.

Traitement autour des chalets avec un produit contre les larves et moustiques.

Traitement du parc derrière le bâtiment avec un produit contre les larves et les moustiques.

Abattoir.

Traitement autour du bâtiment avec un produit insecticide contre les larves et les moustiques.

Traitement en bordure des fossés et en bordure du canal ainsi que la zone port de plaisance avec un produit insecticide contre les larves et les moustiques.

Un premier traitement doit être effectué entre le 17 mai et le 10 juin 2021 (date à convenir entre le prestataire de service et la commune de Valence d'Agen). Un événement est prévu le 19 juin.

Un deuxième traitement devra être effectué sur fin juillet 2021.

Un évènement avec public est prévu les 6 /7 /et 8 août 2021.

Les produits doivent être conformes avec la réglementation en vigueur et sans danger pour l'homme et la flore.